

Les règles du jeu

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

10 juin 2016

Les différents acteurs de l'eau ont signé un protocole d'accord avec l'intersyndicale des salariés du syndicat intercommunal d'assainissement et d'aménagement en eau de la Guadeloupe (SIAEAG). Cet accord met fin à la grève de l'eau. Il n'est pas sûr pour autant que la crise qui s'est enclenchée depuis qu'Amélius Hernandez a été viré du SIAEAG, soit sur le point d'être réglé. L'idéal serait qu'au final, ce jugement se révèle erroné. La population s'en trouverait ravie. L'expérience engrangée les mois précédents commande cependant au scepticisme. La Générale des Eaux qui croyait se tirer d'affaire en concourant à l'élimination de l'ex-président du SIAEAG a réussi à complexifier encore plus la situation en se retirant d'un marché qu'elle n'estimait plus suffisamment juteux. Au passage, la multinationale a refilé le mistigri des 123 salariés au SIAEAG. Les nouveaux transfuges de la Générale des Eaux ont dénoncé à leur tour le scandale d'avoir perdu certains avantages et une partie de leur salaire. Ils ont montré leur capacité de nuire en déclenchant une grève dure. Cette fois les affres de la pénurie ont été ressenties par une population qui jusque-là avait plutôt été épargnée. Les élus, qui depuis près de deux ans, allaient de fanfaronnades en postures irresponsables ont cette fois senti dans leur dos le souffle de la panique.

Josette Borel-Lincertin dans un vibrant discours prononcé lors de la réunion du 7 juin dernier en préfecture, a appelé à la responsabilité ses collègues élus. Et le préfet qui jusqu'ici a fait preuve d'un subtil doigté dans cette affaire, n'a pas l'air d'avoir renoncé. Et puis, Il y a ce communiqué résolument volontariste signé par la Région, le Département, la communauté d'agglomération du nord Grande-Terre (CANGT), la Riviera du Levant, la communauté d'agglomération du nord Basse-Terre (CANBT) et le SIAEAG. Cette fois c'est sûr, c'est juré, les élus mettent tout en œuvre. Le fameux syndicat ouvert, prémissé à une gouvernance unique de l'eau est sur les rails... Il faut juste espérer que tout cela ne sera pas remis en cause au prochain accroc ou concours d'égo disputé entre les uns

et les autres. Car, sans vouloir enfoncer le couteau dans la plaie, il y a deux ans, les élus étaient déjà sur cette ligne de départ. Il faut juste tout recommencer. Maintenant, c'est la situation financière du SIAEAG qui constitue dans l'immédiat, le nœud du problème. Si l'on en croit les termes du protocole d'accord signé par le syndicat de l'eau, la Riviera du Levant, la CANBT, la CANGT, le Département, la Région et auquel l'intersyndicale des salariés du SIAEAG est partie prenante, le syndicat de l'eau va pouvoir respirer quelque peu. Chacun s'est engagé à mettre la main à la poche. Laurent Bernier va pouvoir faire face à l'explosion de sa masse salariale. Même s'il a déjà perdu la main sur son budget puisque selon une information recueillie par Le Courrier de Guadeloupe, ce dernier vient d'être déféré par le préfet devant la chambre régionale des comptes.

Le SIAEAG s'en sort et avec lui ses salariés. Pour l'heure, c'est peut-être l'essentiel. C'est tout de même lui le principal opérateur dans la distribution de l'eau sur l'ensemble du territoire. La véritable question de la gestion unique de l'eau n'a cependant pas véritablement avancé. C'était l'objectif annoncé. En dépit du communiqué qui décrit un accord en vue de créer cette structure, nous nous en éloignons. La CASBT faisait déjà défaut. Manque désormais aussi Cap Excellence qui a aussi pris la tangente. Or, il faut rappeler les conditions annoncées par l'État à sa participation au financement du réseau pourri d'adduction : une gouvernance unique de l'eau. Nous n'empruntons pas vraiment ce chemin. L'État va-t-il accepter d'assouplir sa position ? Ceux qui lorgnent dans cette direction prennent un pari risqué.